



ÉCLAIRAGES ET SYNTHÈSES

PORTRAIT SOCIO-ÉCONOMIQUE DU BASSIN NORD VAUCLUSE



SOMMAIRE

- p. 2 Un dynamisme démographique qui s'affaiblit
- p. 3 Un tissu économique porté par les TPE - L'emploi concurrentiel progresse toujours
- p. 4 Le profil des emplois du territoire
- p. 5 Quatre domaines professionnels concentrent la moitié des offres déposées à Pôle emploi
- p. 6 Un accroissement du potentiel d'emploi - Les intentions d'embauche issues de l'enquête Besoins en Main d'Œuvre 2019
- p. 8 Un marché du travail qui s'améliore
- p. 9 La demande d'emploi des moins de 25 ans baisse - Les publics spécifiques dans la demande d'emploi du bassin - Le chômage de très longue durée perdure
- p. 10 Les mutations du marché du travail - Plus de 8 810 reprises d'emploi en 2018
- p. 11 Le Pacte Régional d'Investissement dans les Compétences 2019-2022 : une ambition forte et partagée
- p. 12 1 370 entrées en formation de demandeurs d'emploi en 2018 - Pôle emploi est le principal prescripteur de formation dans le bassin - 63% des sortants de formation ont accédé à un emploi six mois après la fin de leur formation - Les AFPR et les POEI permettent un meilleur accès à l'emploi
- p. 14 Les mobilités géographiques des demandeurs d'emploi
- p. 15 En conclusion...
- p. 16 Méthodologie

L'essentiel

Le portrait socio-économique présenté dans ce support a pour objectif d'identifier les principales caractéristiques du marché du travail pour le territoire et son environnement. Il vise à mieux comprendre les enjeux en termes d'emploi et de chômage.

Le bassin d'emploi de Nord Vaucluse, au sens Pôle emploi, regroupe les agences d'Orange et de Bollène.

Les chiffres clés du territoire :

- **115 220** habitants au 1^{er} janvier 2016.
- **10 320** établissements marchands hors agriculture à fin 2017.
- **22 920** salariés du secteur concurrentiel à fin 2018.
- **4 360** offres enregistrées dans les agences Pôle emploi du bassin entre juillet 2018 et juin 2019.
- **11,4%** de taux de chômage pour la zone d'emploi d'Orange au 2^e trimestre 2019.
- **13 130** demandeurs d'emploi toutes catégories au 30 juin 2019, dont 48% de demandeurs d'emploi indemnisés.
- **12 000** demandeurs d'emploi inscrits en catégories A, B, C au 30 juin 2019, dont 17% de bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active (RSA), 10% de bénéficiaires d'obligation d'emploi et 12% résidents en Quartiers Prioritaires de la Ville (QPV).



Un dynamisme démographique qui s'affaiblit

Au 1^{er} janvier 2016, le nombre d'habitants du bassin d'emploi de Nord Vaucluse s'approche des 115 220 (14^e le plus peuplé de la région sur les vingt-deux) [cf. **Tableau 1**]. La densité de population est de 148 habitants au km² (160 pour la région).

Entre 2011 et 2016, la population affiche un rythme de progression moins fort que celui de la période 2006-2011 avec +0,1% en moyenne (+0,4% en région). Cet accroissement est dû à un solde naturel de +0,3% (écart entre les naissances et les décès) et à la variation due au mouvement migratoire de -0,2%.

Au 1^{er} janvier 2016, le bassin a une structure par âge semblable à la région. Les moins de 25 ans représentent 28% de la population totale du bassin comme en région. Avec 8% de la population en âge de travailler, le taux

Tableau 1

Recensement de la population au 1^{er} janvier 2016

	Nombre d'habitants		Poids	
	région	bassin de Nord Vaucluse	région	bassin de Nord Vaucluse
Hommes	2 403 300	55 600	48%	48%
Femmes	2 618 600	59 610	52%	52%
0-14 ans	848 700	21 230	17%	18%
15-24 ans	554 800	11 680	11%	10%
25-54 ans	1 867 200	41 960	37%	36%
55-64 ans	641 500	15 180	13%	13%
65 ans et +	1 109 700	25 160	22%	22%
Ensemble	5 021 900	115 220	100%	100%

Source : INSEE, Recensement de la population

d'étudiants est plus faible dans ce territoire (10% en région). De même, les 55 ans et plus sont aussi nombreux dans le bassin qu'en région (35%) ; quant au taux de retraités (8%), il est supérieur à la région (7%).

Tableau 2

Population active au 1^{er} janvier 2016

	Nombre d'actifs		Poids	
	région	bassin de Nord Vaucluse	région	bassin de Nord Vaucluse
15-24 ans	218 900	5 220	10%	10%
25-54 ans	1 640 000	37 340	74%	74%
55-64 ans	348 600	7 650	16%	15%
Ensemble	2 207 500	50 210	100%	100%

Source : INSEE, Recensement de la population

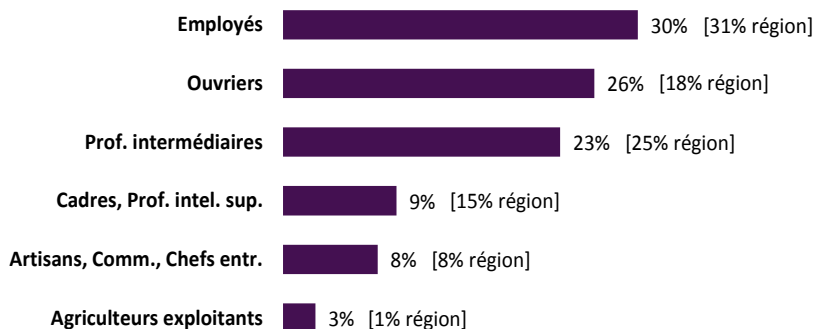
Les actifs du bassin sont toujours composés en majorité d'employés, d'ouvriers et de professions intermédiaires.

Le bassin compte plus d'ouvriers (+8 points), d'agriculteurs exploitants (+2 points) et moins de cadres, professions intellectuelles supérieures que la moyenne régionale (-6 pts) [cf. **Graphique 1**].

La catégorie socioprofessionnelle de la population active continue à s'élever entre 2011 et 2016 : plus de cadres, professions intellectuelles supérieures, de professions intermédiaires (+0,9 pt chacune) et moins d'ouvriers (-1,4 pt) et d'employés (-0,9 pt).

Graphique 1

Répartition des actifs par catégorie socioprofessionnelle en 2016



Source : INSEE, Recensement de la population

EN SAVOIR PLUS

- [Les résultats du recensement de la population publiés par l'INSEE](#)

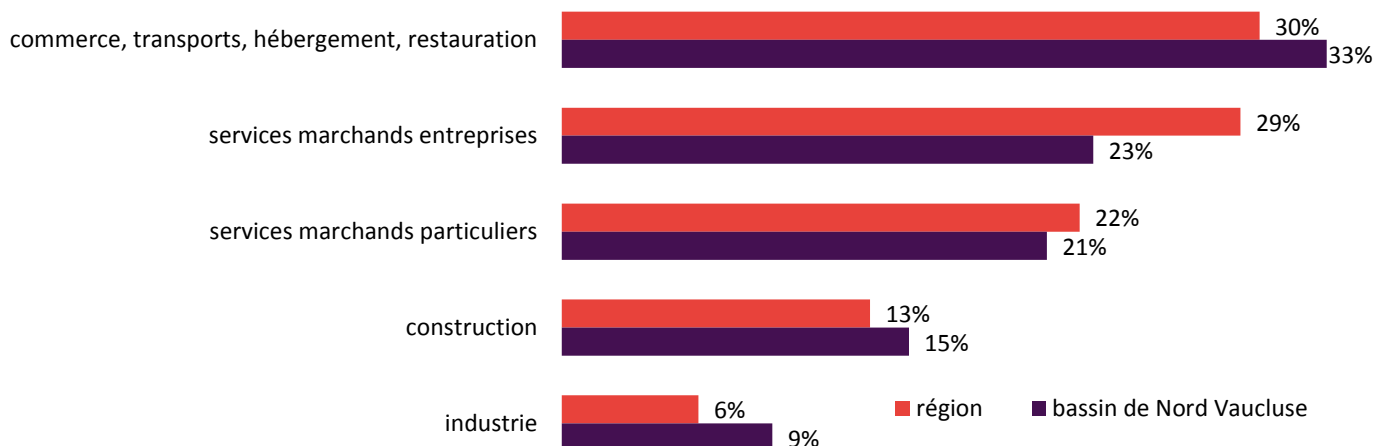


Un tissu économique porté par les TPE

Fin 2017, 10 320 établissements composent les activités marchandes hors agriculture du bassin, soit 2% de l'ensemble des établissements de la région. L'économie locale est relativement orientée sur la production de biens et de services auprès des personnes présentes sur le territoire, résidentes ou touristes : fin 2015, le poids de l'emploi présentiel est inférieur à celui de la région (72% contre 77%). Le tissu productif local comporte moins d'établissements du secteur des services (8 points d'écart avec la région) et 95% des établissements ont moins de dix salariés [cf. Graphique 2]. En 2017, le taux de créations d'entreprise (11%) est inférieur à celui de la région (12%).

Graphique 2

Répartition du tissu économique par secteur d'activité au 31 décembre 2017



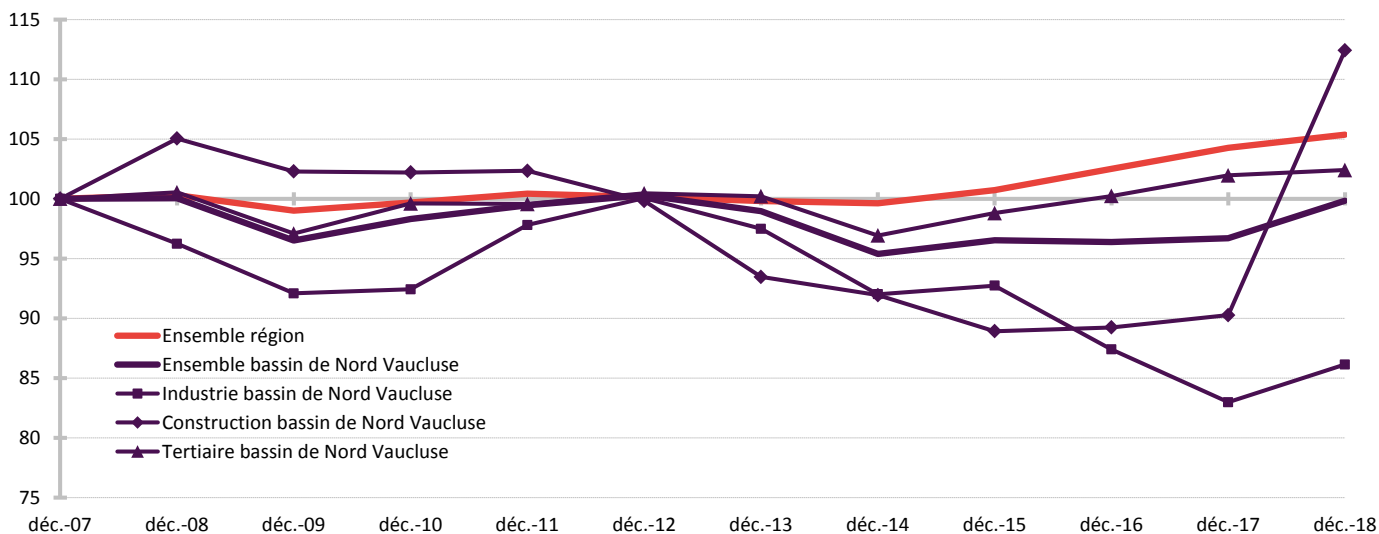
Source : INSEE, Répertoire des entreprises et des établissements (Sirene)

L'emploi concurrentiel progresse toujours

Le taux d'emploi du bassin (61%) est identique à celui de la région. Le nombre de salariés du secteur privé n'a cessé d'augmenter depuis 2016 dans le bassin [cf. Graphique 3], poussé par le dynamisme des secteurs du tertiaire et de la construction. Le niveau d'emploi est en hausse de +3,2% entre 2017 et 2018. À fin 2018, 3 350 établissements du secteur privé y emploient 22 920 salariés, ce qui représente 2% de l'emploi salarié régional.

Graphique 3

Évolution de l'emploi salarié (indice de référence au 31 décembre 2007 = 100)



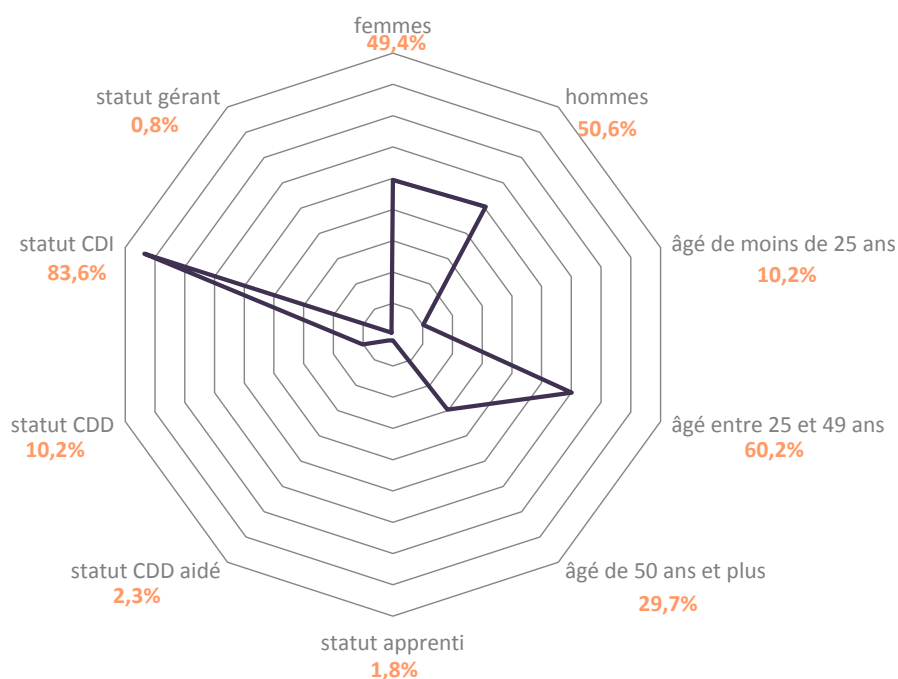
Source : ACOSS - URSSAF, effectifs salariés annuels, données brutes

4 _ ÉCLAIRAGES ET SYNTHÈSES

Le profil des emplois du territoire (Déclaration Annuelle de Données Sociales 2016)

Graphique 4

Répartition des effectifs salariés par sexe, âge, statut



Source : DADS 2016

Tableau 3

Répartition du temps de travail par sexe

	Femmes	Hommes	Ensemble
quotité de travail de moins de 25%	4%	2%	3%
quotité de travail entre 25% et 50%	5%	2%	4%
quotité de travail entre 50% et 75%	14%	4%	9%
quotité de travail de 75% et plus	14%	2%	8%
temps plein	62%	90%	76%

Source : DADS 2016

Tableau 4

Les 10 premiers secteurs employeurs (NACE 700)

	Effectifs	Part
Administration publique générale	2 550	11%
Hypermarchés	800	3%
Restauration traditionnelle	490	2%
Travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment	470	2%
Hébergement médicalisé pour personnes âgées	460	2%
Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers	460	2%
Traitement et élimination des déchets dangereux	450	2%
Aide par le travail	430	2%
Supermarchés	420	2%
Aide à domicile	390	2%
Ensemble des secteurs d'activité (NAF 700)	23 180	100%

Source : DADS 2016

À fin 2016, 23 180 personnes étaient salariées sur le bassin, selon le champ de la statistique DADS [cf. Graphique 4]. Le salarié type est plutôt masculin, âgé de 25 à 49 ans, en CDI.

38% des femmes travaillent à temps partiel, contre 10% pour les hommes. 9% des femmes travaillent à mi-temps ou moins (4% des hommes) [cf. Tableau 3].

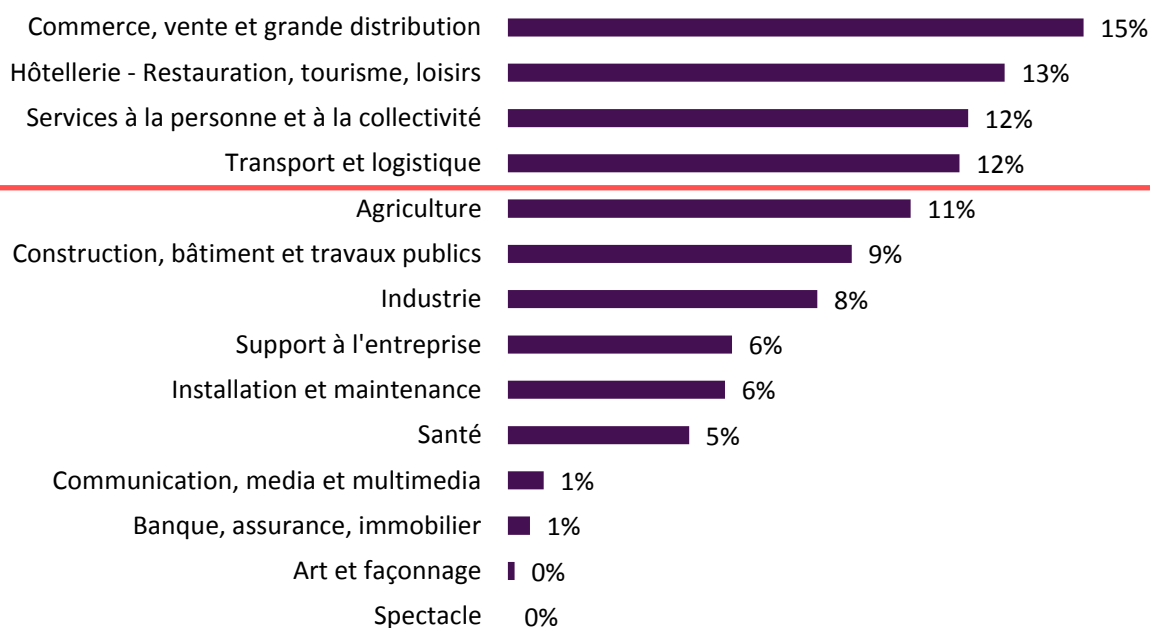
L'étude des DADS fait ressortir l'administration publique générale comme le 1^{er} secteur employeur du bassin en NACE 700 [cf. Tableau 4].

Quatre domaines professionnels concentrent la moitié des offres déposées à Pôle emploi

De juillet 2018 à juin 2019, 4 360 offres d'emploi ont été déposées dans les agences Pôle emploi du bassin. Sur cette même période, les secteurs du commerce, vente et grande distribution (15%) et de l'hôtellerie-restauration, tourisme, loisirs (13%) enregistrent le plus grand nombre d'offres diffusées. Les services à la personne et à la collectivité et le transport logistique suivent avec 12% chacun cf. [Graphique 5](#)].

Graphique 5

Répartition par métier agrégé des offres d'emploi déposées à Pôle emploi de juillet 2018 à juin 2019



Source : Pôle emploi, STMT offres déposées à Pôle emploi, données brutes

Tableau 5

Top 5 des métiers recherchés par les entreprises (offres déposées)

	Volume
1 ^{er} N1103 Magasinage et préparation de commandes	190
2 ^e D1507 Mise en rayon libre-service	170
3 ^e G1602 Personnel de cuisine	140
4 ^e A1401 Aide agricole de production fruitière ou viticole	140
5 ^e N4101 Conduite de transport de marchandises sur longue distance	130

Source : Pôle emploi, STMT offres déposées à Pôle emploi, données brutes 18% de l'ensemble.

EN SAVOIR PLUS

- [Offres diffusées par Pôle emploi au 2^e trimestre 2019](#)



Un accroissement du potentiel d'emploi

L'analyse des données ACOSS des flux d'emploi confirme un contexte favorable. En effet, à fin juin 2019, le nombre de déclarations d'embauche sur les douze derniers mois augmente de +8,6% sur un an pour s'établir à un plus de 77 690 unités [cf. Tableau 6]. En dehors du secteur des entreprises de travail temporaire (31 480 soit 41% des DPAE), les secteurs de l'agriculture, sylviculture et pêche (13 800 soit 18% des DPAE et 30% des DPAE hors intérim) et de l'hébergement restauration (6 970 soit 9% des DPAE et 15% des DPAE hors intérim) sont ceux qui ont le plus embauché au cours de l'année. Toutefois, ils utilisent majoritairement des contrats précaires.

Tableau 6

DPAE par durée de contrat (cumul entre juillet 2018 et juin 2019)

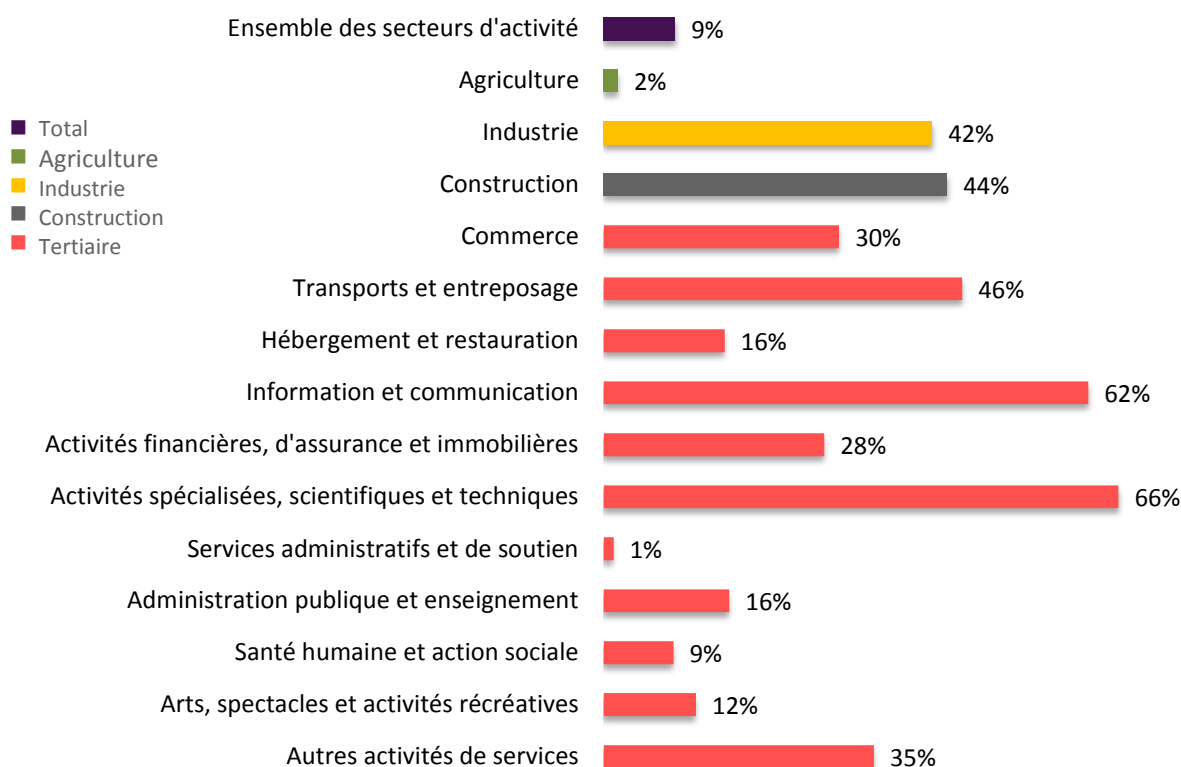
	Volume	Poids	Evolution
Contrats de moins d'un mois	30 620	39%	+1,2%
Missions intérimaires	33 650	43%	+16,1%
Contrats de six mois et plus	7 130	9%	+10,9%
- Autres -	6 290	8%	
Ensemble	77 690	100%	+8,6%

Source : ACOSS - URSSAF, déclarations préalables à l'embauche

Les contrats de six mois et plus représentent 9% des DPAE. Les entreprises de l'industrie (4% des DPAE hors intérim) et de la construction (3% des DPAE hors intérim) s'orientent principalement vers de l'emploi durable avec des poids de contrats durables de l'ordre de 42% et 44%. Le secteur du commerce (10% des DPAE hors intérim) a recours dans trois cas sur dix à de l'emploi durable [cf. Graphique 6].

Graphique 6

Poids des contrats de six mois et plus dans les DPAE par secteur d'activité (période d'observation juillet 2018 – juin 2019)



Source : ACOSS - URSSAF, déclarations préalables à l'embauche

EN SAVOIR PLUS

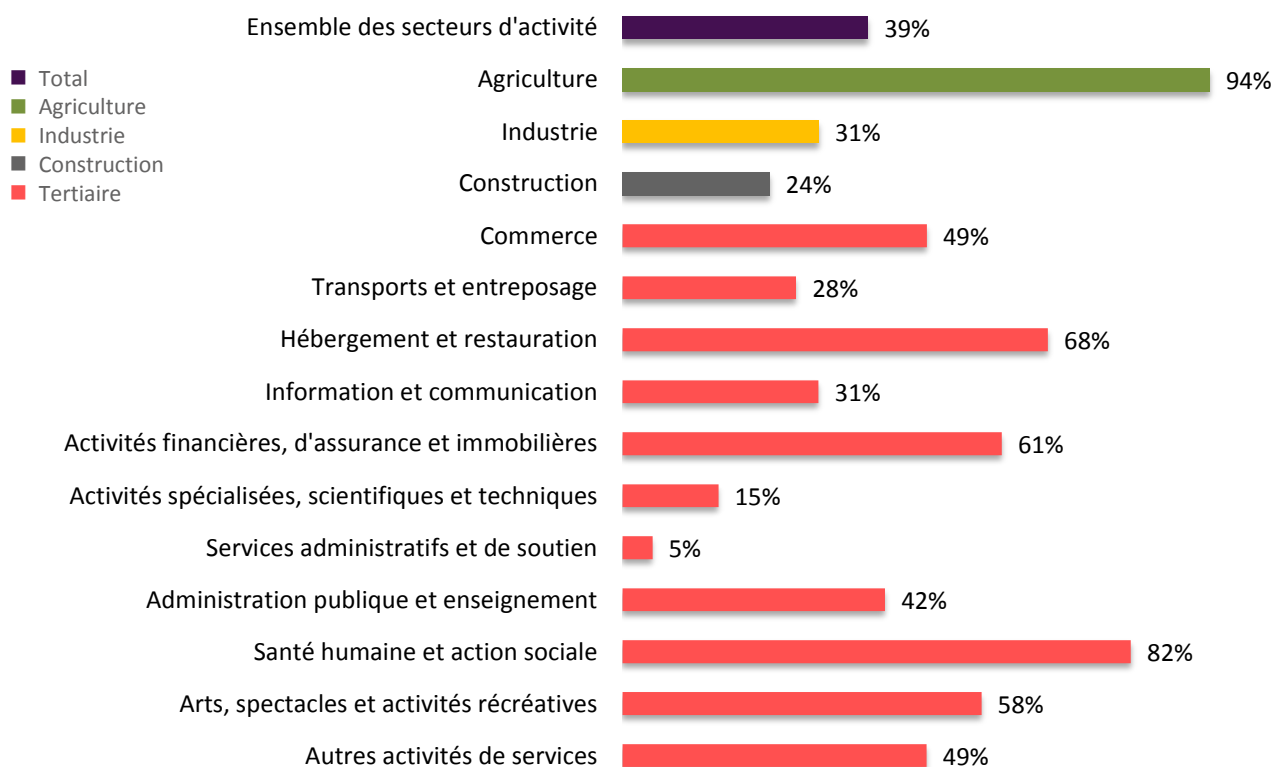
- [Les publications de l'ACOSS-URSSAF](#)



Près de quatre des DPAE sur 10 concernent des contrats d'une durée inférieure à un mois. Pour les secteurs dont l'activité est saisonnière, le poids de ces contrats est supérieur [cf. Graphique 7], notamment l'agriculture (94%) et l'hébergement restauration (68%).

Graphique 7

Poids des contrats de moins d'un mois dans les DPAE par secteur d'activité (période d'observation juillet 2018 – juin 2019)



Source : ACOSS - URSSAF, déclarations préalables à l'embauche

Les intentions d'embauche issues de l'enquête Besoins en Main d'Œuvre 2019

Les intentions de recrutement des employeurs pour 2019 progressent cette année de +9% et représentent plus de 7 200 embauches potentielles dans le bassin CREDOC de Nord Vaucluse. C'est le quatorzième bassin en termes de propositions de recrutement.

La part de projets saisonniers dans le bassin de Nord Vaucluse est de 65% (44% en région). Les projets saisonniers sont au nombre de 4 660. Le besoin en personnel saisonnier est essentiellement lié à l'agriculture et au tourisme au sein de ce territoire.

En 2019, 2 770 intentions d'embauches sont considérées difficiles par les employeurs soit 38% (45% en région).

Source : Pôle emploi - CREDOC, enquête Besoins en Main d'Œuvre 2019 par bassin CREDOC

EN SAVOIR PLUS

- [Tous les résultats de l'enquête Besoins en Main d'Œuvre 2019 en région Provence-Alpes-Côte d'Azur](#)

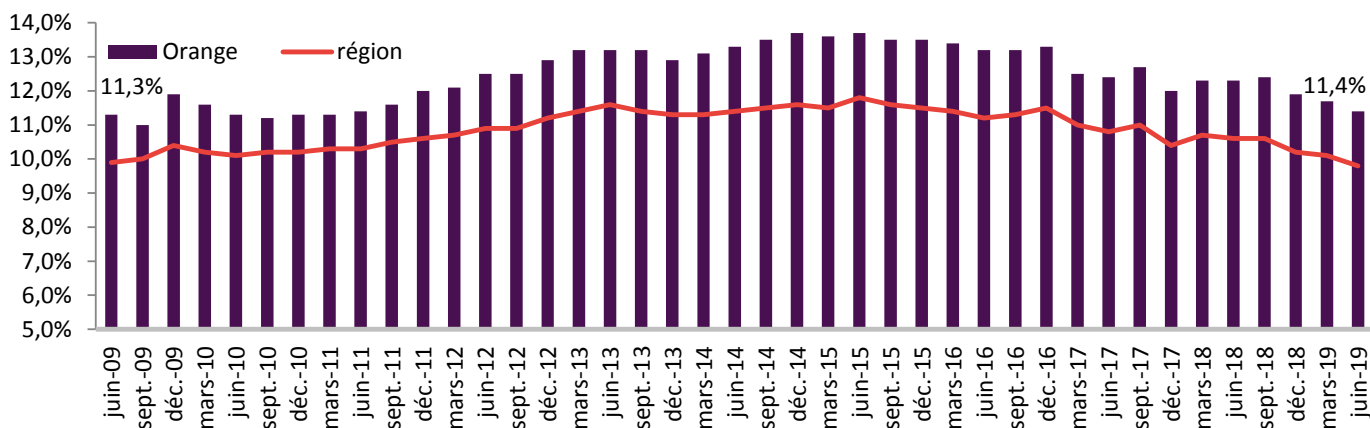


Un marché du travail qui s'améliore

Malgré une tendance haussière jusqu'en juin 2015, le taux de chômage de la zone d'emploi d'Orange a peu varié en dix ans [cf. Graphique 8] pour s'établir à 11,4%, un taux toujours supérieur à celui de la région (9,8%). L'écart avec le taux régional est de +1,6 pt en moyenne. Le taux de chômage reprend une valeur équivalente à celle de juin 2011.

Graphique 8

Taux de chômage localisé sur la zone d'emploi approchant le bassin d'emploi

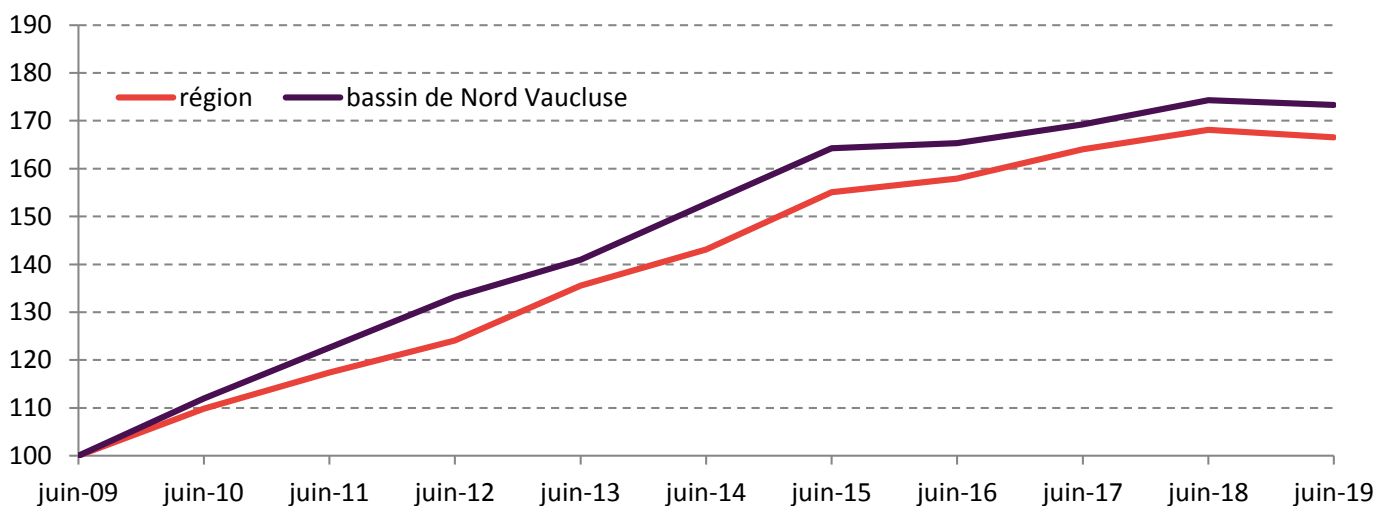


Source : INSEE, enquête Emploi

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégorie ABC (à la recherche d'un emploi et immédiatement disponibles) augmentait depuis neuf ans. Cette hausse est interrompue cette année. Le nombre de personnes inscrites en catégories ABC dans les agences Pôle emploi du bassin de Nord Vaucluse diminue sur un an (-0,6% entre juin 2018 et juin 2019) [cf. Graphique 9]. Au cours des douze derniers mois, le nombre de sorties de la liste est pratiquement identique au nombre d'entrées de la liste. À fin juin 2019, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits dans les agences du bassin par rapport à juin 2018 au sein des catégories ABC, atteint 12 000.

Graphique 9

Évolution annuelle de la DEFM cat. ABC depuis juin 2009 (indice base 100)



Source : Pôle emploi, STMT (données brutes)

EN SAVOIR PLUS

- [Le taux de chômage localisé en région, ses départements et ses zones d'emploi](#)
- [Statistiques Trimestrielles du Marché du Travail \(STMT\) en région Provence-Alpes-Côte d'Azur](#)

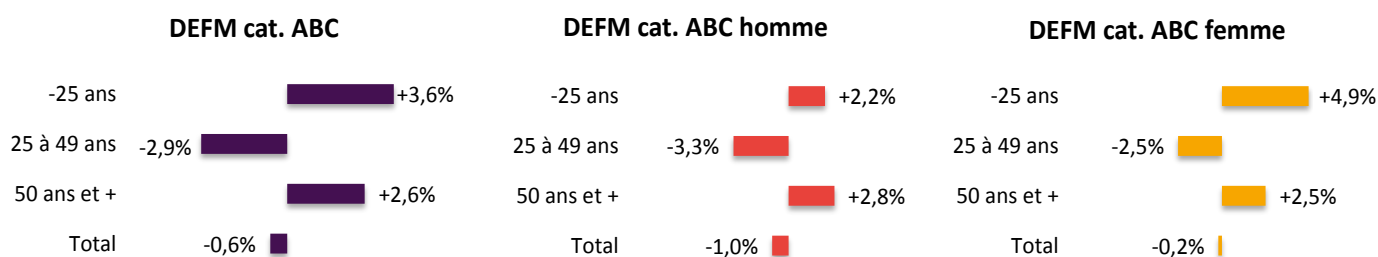


La demande d'emploi des 25 à 49 ans baisse

Après avoir atteint son niveau maximum en 2015, la population des Demandeurs d'Emploi Fin de Mois (DEFM) catégories ABC de moins de 25 ans repart à la hausse et se chiffre à 1 540 personnes (soit +3,6% sur un an). Les 25-49 ans retrouvent un niveau comparable à celui de fin juin 2016 et sont au nombre de 7 030 (soit -209 sur un an). Quant aux seniors, leur progression linéaire jusqu'alors ralentit fortement cette année, elle n'est plus que de +2,6% (soit +87 sur un an) entre juin 2018 et juin 2019. Cela porte le nombre de demandeurs d'emploi âgés de 50 ans et plus, inscrits sur les listes de Pôle emploi en catégories ABC, à 3 440. La population des moins de 25 ans reste la moins représentée (13%) dans la demande d'emploi (11% en région) [cf. Graphique 10].

Graphique 10

Évolution (juin 2018 - juin 2019) par sexe et âge de la DEFM cat. ABC



Source : Pôle emploi, STMT (données brutes)

Les publics spécifiques dans la demande d'emploi du bassin

Les Bac+3 et les bénéficiaires du RSA sont moins présents dans le bassin : respectivement 9% et 17% contre 16% et 18% en région. En revanche les demandeurs d'emploi de longue durée (50%) et les demandeurs d'emploi de très longue durée (28%) sont plus présents dans le bassin qu'en région (resp. 47% et 26%).

Le chômage de très longue durée perdure

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi depuis deux ans et plus, appelés Demandeurs d'Emploi de Très Longue Durée (DETLD), a plus que doublé en huit ans, ce qui confirme l'enlisement au chômage, autant présent dans le bassin qu'au niveau régional. 3 390 personnes sont touchées par ce phénomène au 30 juin 2019, soit 28% de la DEFM cat. ABC.

Le nombre de demandeurs d'emploi restés inscrits en catégorie A (sans aucune activité), 365 jours parmi les quinze derniers mois, en cumulé ou non (Indicateur ICT3 de Pôle emploi) est de 2 600 à fin juin 2019 ; il recule de -3,7% sur un an.

5 950 DELD
(≥ 1 an)
+1,4% sur un an

3 390 DETLD
(≥ 2 ans)
+4,7% sur un an

2 600 DE en ICT3
-3,7% sur un an

EN SAVOIR PLUS

- [Études sur l'Indicateur Conjoncturel de Durée au Chômage](#)
- [Données détaillées chômage et demandeurs d'emploi \(requêteur pole-emploi.org\)](#)

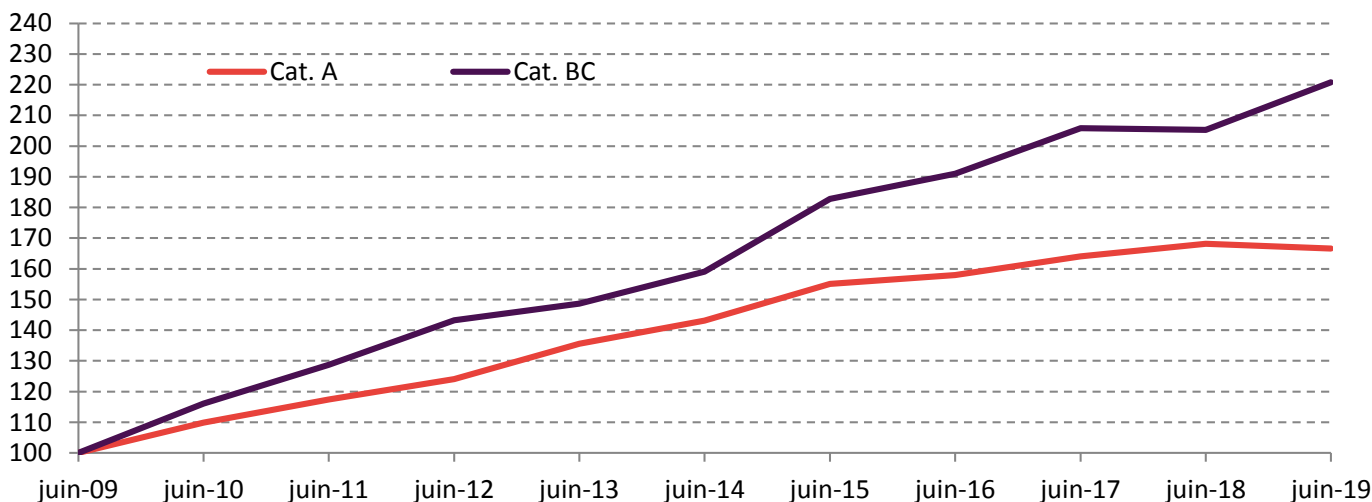


Les mutations du marché du travail

Jusqu'en 2014, le nombre de demandeurs d'emploi augmentait selon le même rythme, qu'ils soient en activité ou non. Depuis 2015, le nombre de personnes exerçant une activité réduite de plus ou moins 78h (catégories B et C) poursuit sa hausse avec une amplitude plus forte que le nombre de personnes sans activité (catégorie A), qui affiche une légère baisse entre juin 2018 et juin 2019 [cf. Graphique 11].

Graphique 11

Évolution annuelle de la DEFM cat. A et cat. BC depuis juin 2009 (indice base 100)



Source : Pôle emploi, STMT (données brutes)

Plus de 8 810 reprises d'emploi en 2018

Les sorties de la liste des demandeurs d'emploi pour reprise d'emploi, comptabilisées dans les déclarations des demandeurs d'emploi lors de leur actualisation mensuelle, ne représentent pas l'exhaustivité des reprises d'emploi. Une reprise d'emploi au sens de l'indicateur « ICT1 » de la convention tripartite de Pôle emploi est calculée pour les demandeurs d'emploi en catégories A et B au cours du mois M-1 qui ont un retour à l'emploi du type : AFPR / POE, DPAE de plus d'un mois, passage en catégorie C ou en E ou reprise d'emploi déclarée [cf. Tableau 7].

Tableau 7

Modalité des reprises d'emploi des demandeurs d'emploi cat. AB au sens de l'ICT1 en 2018

	ICT1	Évolution	Poids
Reprise d'emploi déclarée	590	+1,7%	7%
Passage en C	2 990	+5,7%	34%
Passage en E	10	+0,0%	0%
AFPR / POE	110	+57,1%	1%
DPAE durable	2 650	+4,3%	30%
DPAE non durable	2 470	+5,1%	28%
Total	8 810	+5,1%	100%

Source : Pôle emploi, Fichier historique données brutes - ACOSS, DPAE

EN SAVOIR PLUS

- [Éclairages et Synthèses trimestriel sur les reprises d'emploi des demandeurs d'emploi en région \(Pôle emploi\)](#)



Le Pacte Régional d'Investissement dans les Compétences 2019-2022 : une ambition forte et partagée

Le Pacte Régional d'Investissement dans les Compétences de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur a été signé mercredi 26 juin 2019 par le Préfet de région et le Directeur régional de Pôle emploi.

Le gouvernement vise au niveau national trois objectifs essentiels :

- former 1 million de demandeurs d'emploi peu ou pas qualifiés et 1 million de jeunes éloignés du marché du travail
- mieux répondre aux besoins des métiers en tension dans une économie en croissance ;
- contribuer à la transformation des compétences rendue nécessaire notamment par la transition écologique et à la transition numérique.

En Provence-Alpes-Côte d'Azur, les moyens mobilisés pour le **Plan d'Investissement dans les Compétences** (PIC) sur la période 2019-2022 sont établis à 534 millions d'euros, soit plus de 133 millions d'euros par an.

Le public PIC comprend les demandeurs d'emploi ayant un niveau de formation BAC (équivalent au BAC mais sans diplôme obtenu) et infra-BAC (strictement inférieur au BAC). Près de 7 460 personnes sont ciblées « PIC », soit 62% des DEFM cat. ABC [cf. [Tableau 8](#)], dans le bassin. La part de public PIC dans le bassin est nettement plus importante pour les 50 ans et plus, les demandeurs d'emploi bénéficiaires de l'obligation d'emploi et ceux résidant en Quartier prioritaire de la Ville (QPV).

Tableau 8

Caractéristiques du public PIC en juin 2019

Provence-Alpes-Côte d'Azur	Total	Part public	PIC	Part public	% PIC
Femmes	246 210	52%	116 870	45%	47%
Moins de 25 ans	54 640	11%	27 540	11%	50%
50 ans et plus	133 610	28%	84 400	33%	63%
Demandeurs d'Emploi de Longue Durée	225 800	47%	125 040	49%	55%
Bénéficiaires de l'Obligation d'Emploi	44 330	9%	30 260	12%	68%
Résidant en Quartier Prioritaire de la Ville	74 200	16%	51 270	20%	69%
Ensemble des DEFM cat. ABC	477 010	100%	257 460	100%	54%

bassin Nord Vaucluse	Total	Part public	PIC	Part public	% PIC
Femmes	6 410	53%	3 620	49%	56%
Moins de 25 ans	1 540	13%	820	11%	53%
50 ans et plus	3 440	29%	2 460	33%	72%
Demandeurs d'Emploi de Longue Durée	5 950	50%	3 750	50%	63%
Bénéficiaires de l'Obligation d'Emploi	1 150	10%	840	11%	73%
Résidant en Quartier Prioritaire de la Ville	1 450	12%	1 100	15%	76%
Ensemble des DEFM cat. ABC	12 000	100%	7 460	100%	62%

Source : Pôle emploi (données brutes au 30/06/2019)

EN SAVOIR PLUS

- [Le Pacte Régional d'Investissement dans les Compétences](#)



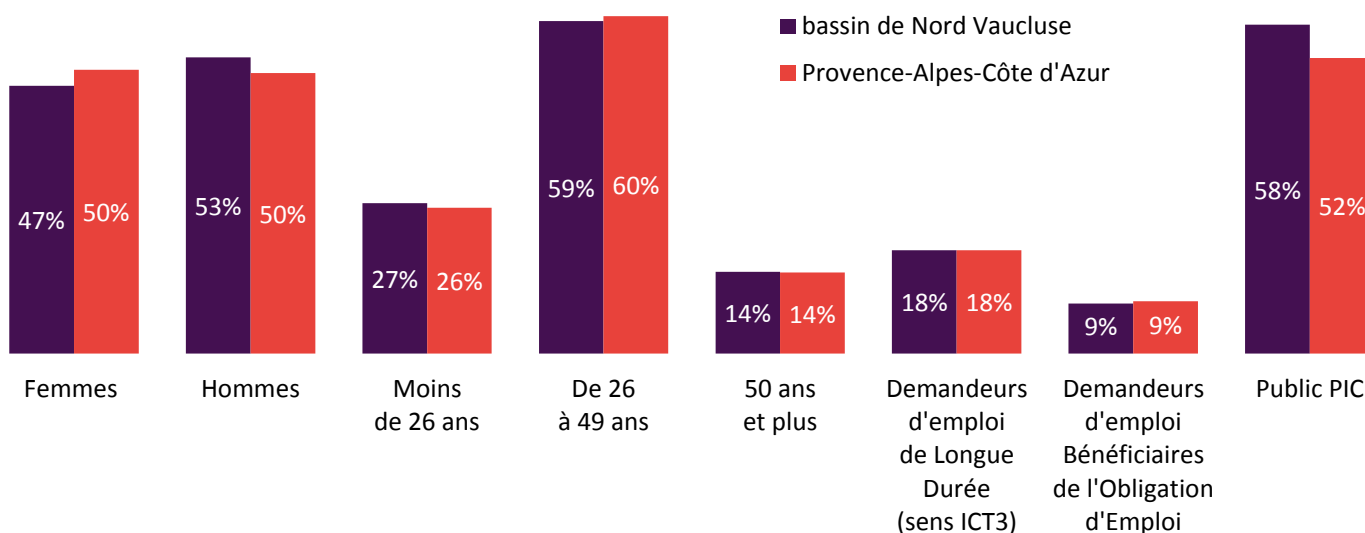
12 _ ÉCLAIRAGES ET SYNTHÈSES

1 370 entrées en formation de demandeurs d'emploi en 2018

En 2018, plus de 1 370 demandeurs d'emploi inscrits dans les agences du bassin sont entrés en formation. Le bassin représente 2% des entrants en formation de la région. La part des hommes et de la tranche d'âge des moins de 26 ans est plus présente qu'en région. Celle du public PIC y est plus importante compte tenu du niveau de formation des demandeurs d'emploi du bassin [cf. Graphique 13].

Graphique 12

Caractéristiques des demandeurs d'emploi entrants en formation en 2018



Source : Pôle emploi – SISP entrées en formation effectives

Pôle emploi est le principal prescripteur de formation dans le bassin

78% des formations dans le bassin sont financées par Pôle emploi en totalité ou en partie. Les Actions de Formation Conventionnée (AFC) sont les plus prescrites dans le bassin (39% contre 34% en région). Les Actions Individuelles de Formation (AIF) suivent avec 23% (19% en région) [cf. Graphique 13], juste devant les formations du Conseil Régional avec 15% (20% en région). Les principaux domaines de formation sont l'échange et gestion, les services aux personnes (19% chacun) et la fonction production avec 12%. Les cinq principaux domaines [cf. Tableau 9] représentent sept entrées en formation sur dix en 2018.

Graphique 13

Les principaux financeurs de formation

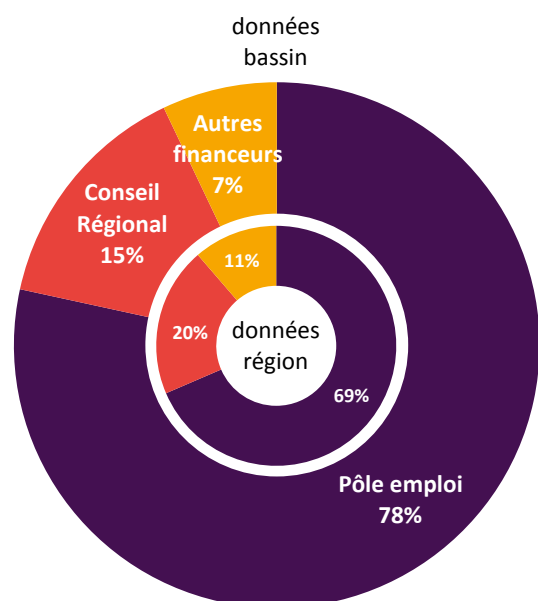


Tableau 9

Les principaux domaines de formation

Domaine	Entrées en formation	Part (en %)
Échange et gestion	260	19%
Services aux personnes	260	19%
Fonction production	160	12%
Transformation	140	10%
Sciences humaines, économie, droit	120	9%
Ensemble des entrées	1 370	100%

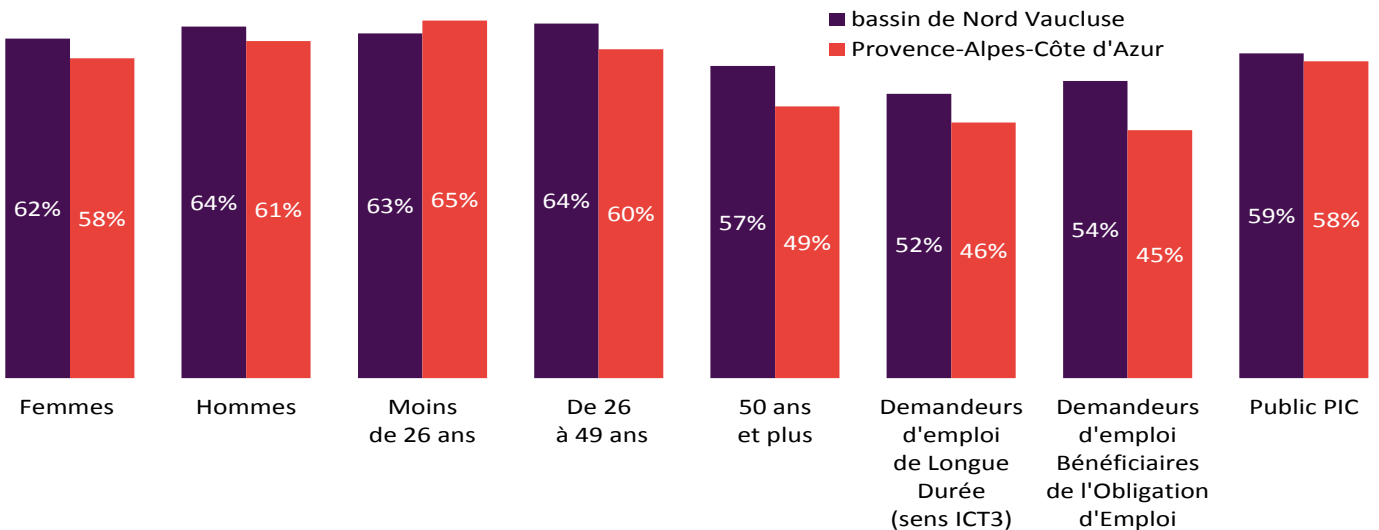
Source : Pôle emploi – SISP entrées en formation effectives

63% des sortants de formation ont accédé à un emploi six mois après la fin de leur formation

Dans le bassin de Nord Vaucluse, plus de 920 personnes sont sorties de formation en 2018. Parmi ces individus, 63% ont accédé à un emploi d’au moins un mois au cours des six mois qui ont suivi la fin de la formation. Au niveau des différents publics [cf. Graphique 14], certains accèdent plus favorablement à l’emploi comme les hommes et les 26 à 49 ans. Exceptés les moins de 26 ans, l’ensemble des publics à un meilleur taux d’accès à l’emploi dans le bassin par rapport à la région.

Graphique 14

Taux d’accès à l’emploi six mois après la fin de la formation selon les caractéristiques des demandeurs d’emploi



Source : Pôle emploi – FH sortants de formation ICT4 enrichi, SISF entrées en formation effectives

Les AFPR et les POEI permettent un meilleur accès à l’emploi

Certaines formations financées, pour la totalité ou pour partie par Pôle emploi, font partie des actions de formation qui donnent les meilleurs accès à l’emploi en 2018 [cf. Graphique 15]. Les Actions de Formation Préalables au Recrutement (AFPR) et les Préparations Opérationnelles à l’Emploi Individuelles (POEI) ont les meilleurs taux d’accès avec respectivement 87% et 85%, juste devant les aides du Conseil Régional (66%). Les domaines de formation qui permettent un meilleur accès à l’emploi sont la transformation (67%), les services aux personnes, la fonction production et l’information communication (65% chacun) [cf. Tableau 10].

Graphique 15

Les accès à l’emploi selon le type de formation en 2018

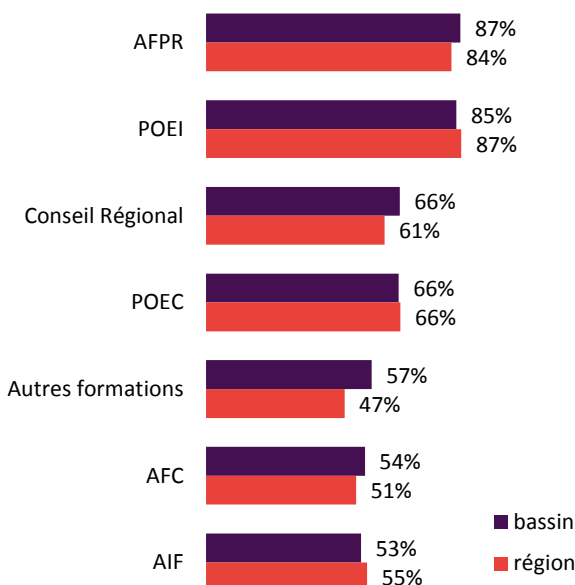


Tableau 10

Les principaux domaines par taux d’accès

Domaine	Taux d'accès à l'emploi	Sortants de formation
Services aux personnes	65%	220
Échange et gestion	63%	190
Fonction production	65%	110
Information, communication	65%	80
Transformation	67%	80
Ensemble des sorties	63%	920

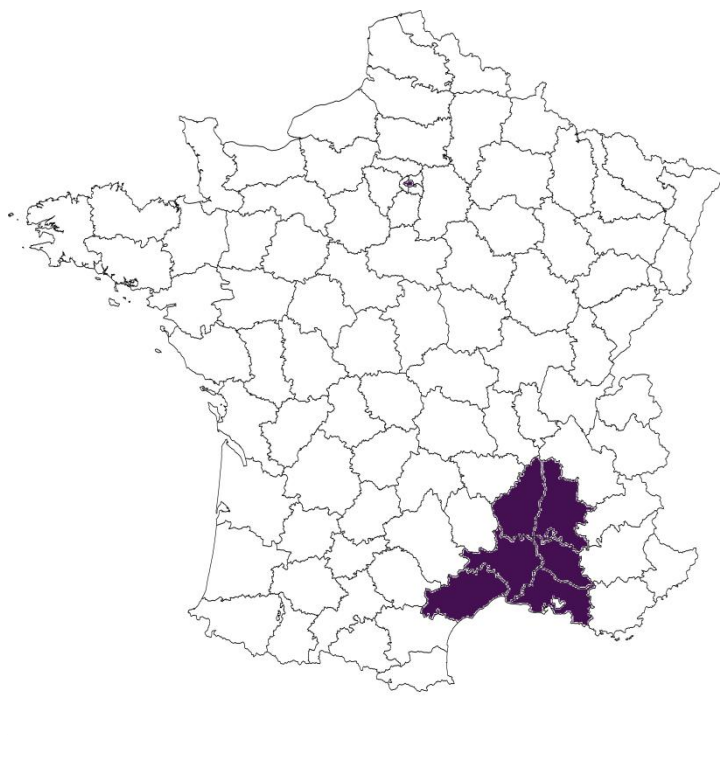
Source : Pôle emploi – FH sortants de formation ICT4 enrichi, SISF entrées en formation effectives

Les mobilités géographiques des demandeurs d'emploi

L'observation du lieu de travail, par le biais de la reprise d'emploi (sens ICT1) et du lieu de résidence par le biais de la STatistique du Marché du Travail (STMT), permet d'identifier les départements où les demandeurs d'emploi cat. AB, inscrits en 2018, ont repris un emploi. 72% des demandeurs d'emploi ont accédé à un emploi dans un département de la région. Pour 23%, ils se dirigent vers les territoires limitrophes et 1% vers la métropole parisienne [cf. Tableau 11].

Tableau 11

Département de travail des DEFM cat. AB inscrits dans le bassin en 2018



Département de travail (>1%)	
Vaucluse	65%
Drôme	10%
Gard	6%
Bouches-du-Rhône	4%
Paris	1%
Hérault	1%
Ardèche	1%

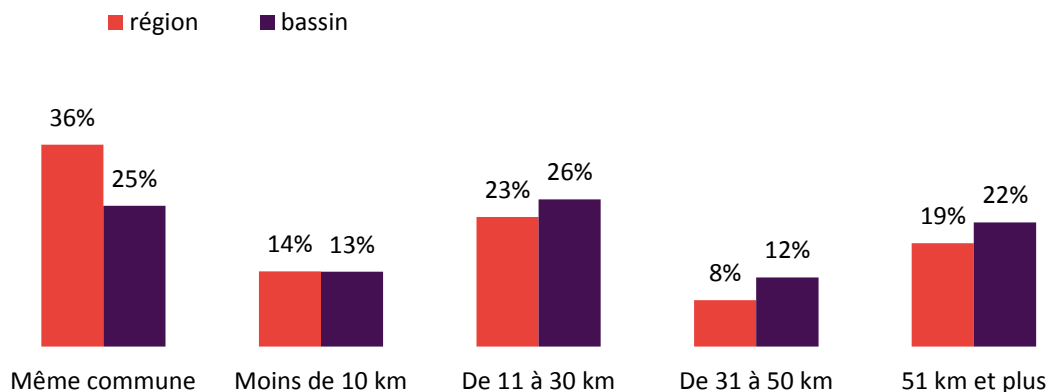
Aide à la lecture :

1% des demandeurs d'emploi cat. AB domiciliés dans le bassin d'emploi en 2018 ont trouvé un emploi à Paris.

Les demandeurs d'emploi du bassin sont peu mobiles sur le plan géographique : c'est le principal frein périphérique à l'emploi. Un demandeur d'emploi sur quatre a repris un emploi dans la même commune et un sur cinq à plus de 50 km de leur domicile [cf. Graphique 16].

Graphique 16

Distance domicile travail des DEFM cat. AB



Source : Pôle emploi, STMT – ACOSS, DPAE

En conclusion...

Le niveau de qualification des résidents du territoire est plus faible qu'en région Provence-Alpes-Côte d'Azur (moins de cadres, professions intellectuelles supérieures et plus d'ouvriers).

Moins marqué qu'en région, l'emploi présentiel dans le bassin (72%) oriente les demandeurs d'emploi vers de l'activité en lien avec les habitants du territoire et les biens et services qu'ils consomment. C'est pourquoi le secteur du commerce embauche encore plus que l'année dernière en contrat durable.

Malgré un taux de chômage supérieur à celui de la région, le marché du travail local s'améliore. Un facteur d'exclusion persiste cependant : le manque de ressources affecte les personnes en recherche d'emploi, 17% des demandeurs d'emploi inscrits dans les agences du bassin perçoivent le RSA.

La mobilité est le frein périphérique à l'emploi le plus fréquemment rencontré par le réseau des agences Pôle emploi. 72% des demandeurs d'emploi cat. AB du bassin qui ont accédé à un emploi l'ont retrouvé dans la région et seulement 22% pour un emploi de plus de 50 kms.

En outre, la formation demeure une solution pour s'adapter au marché de l'emploi. En 2018, 1 370 demandeurs d'emploi du bassin sont entrés en formation. 63% des sortants de formation ont accédé à un emploi au cours des six mois qui ont suivi la fin de formation.

Méthodologie

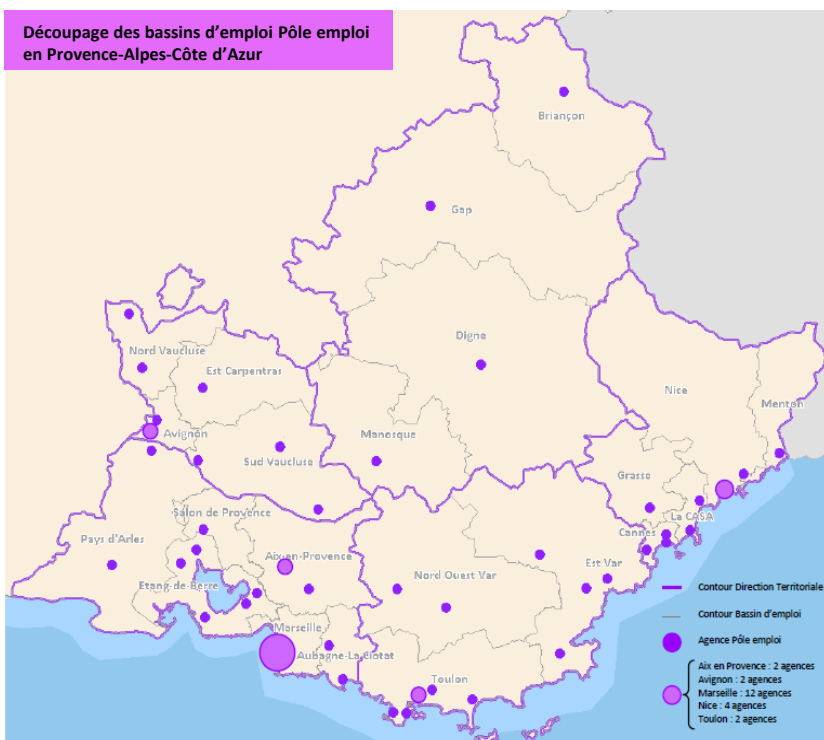
Le diagnostic territorial est une démarche sur quatre niveaux (Direction Régionale, Direction Territoriale, Bassin d'emploi Pôle emploi, Agence Pôle emploi) qui analyse le territoire pour orienter l'action de Pôle emploi. Il se compose de trois étapes : l'environnement socio-économique, l'action de Pôle emploi et le partenariat. Le portrait socio-économique est construit en associant un thème à une variable discriminante. Pour ces variables, la valeur du territoire est comparée à celle de France métropolitaine. Les thèmes décrivent les dynamiques du marché du travail et de l'emploi affectant de façon significative et directe la capacité de retour à l'emploi des demandeurs d'emploi. Il s'agit notamment de la croissance démographique, du dynamisme économique et le potentiel d'emploi.

Le service Statistiques, Études, Évaluations de la Direction Régionale Provence-Alpes-Côte d'Azur de Pôle emploi réalise annuellement 29 documents, 1 portrait Régional, 6 portraits Départementaux et 22 portraits bassins d'emploi (cf. carte ci-dessous) :

- Direction Territoriale 04-05 (Briançon, Digne, Gap, Manosque),
- Direction Territoriale 06 (Antibes, Cannes, Grasse, Menton, Nice),
- Direction Territoriale 13 (Aix-en-Provence, Aubagne-La Ciotat, Étang-de-Berre, Marseille, Pays d'Arles, Salon),
- Direction Territoriale 83 (Est Var, Haut Var, Toulon),
- Direction Territoriale 84 (Avignon, Est Carpentras, Nord Vaucluse, Sud Vaucluse).

Pôle emploi n'a pas retenu le découpage des zones d'emploi INSEE dans l'élaboration des bassins d'emploi, c'est une notion ressemblante mais différente. Un bassin d'emploi est un découpage initialement défini par l'ANPE puis par Pôle emploi. C'est un espace géographique où la majeure partie de la population habite et travaille. C'est un regroupement économique homogène d'agences Pôle emploi : en fonction de son adresse de résidence, chaque demandeur d'emploi s'inscrit à l'agence Pôle emploi qui couvre son bassin d'emploi.

Retrouvez toutes les informations sur [la page régionale de www.pole-emploi.org](http://www.pole-emploi.org) ainsi que les informations nationales sur www.pole-emploi.org.



Directeur de la publication
Thierry LEMERLE

Directeurs de la rédaction
Jean-Marie ROSSICH, Nicolas BIANCO

Réalisation
 Direction de la Stratégie, Innovation & Lab
 Service Statistiques, Études et Évaluations

Pôle emploi Direction régionale Provence-Alpes-Côte d'Azur
 34, rue Alfred Curtel
 13010 Marseille

www.pole-emploi.org



@Nous contacter : statistiques.13992@pole-emploi.fr

